

## Débats et témoignages sur l'ouverture sociale dans l'Éducation

# SYNTHESE et PROPOSITIONS

Association Paestel, avril 2012

La France est classée 34ème sur 35 pour l'égalité des chances dans l'enquête PISA. Bernard Hugonnier (directeur adjoint à l'Éducation de l'OCDE) réagit « En France, l'inégalité du système éducatif est tragique ». Si l'enquête PISA possède quelques biais, ceux-ci concernent plus le niveau des performances que les questions d'égalité et C. Baudelot souligne sa pertinence. D'autres enquêtes, nationales, vont d'ailleurs dans le même sens. Beaucoup d'éléments chiffrés confirment ces inégalités, comme la parisianisation des entrées dans les Grandes Ecoles, l'augmentation des cours particuliers ou de la fréquentation des établissements privés, forcément inégalitaires. L'échec scolaire ne recule plus en France et la reproduction sociale est particulièrement forte. Des chiffres frappants ont été donnés, dont certains ont fait l'objet d'articles récemment. Citons

← les inégalités importantes dans les dépenses pour la scolarité d'un élève parisien par rapport à un élève de banlieue ou de province, révélées en 2012 par la cour des comptes. Ces inégalités sont d'abord d'origine ministérielle et dues aux salaires plus forts versés aux enseignants sur Paris (car ils sont plus avancés dans leur carrière). Elles tendent à se creuser. [http://www.lemonde.fr/ecole-primaire-et-secondaire/article/2012/04/12/ecole-les-moyens-attribues-renforcent-les-inegalites\\_1684433\\_1473688.html](http://www.lemonde.fr/ecole-primaire-et-secondaire/article/2012/04/12/ecole-les-moyens-attribues-renforcent-les-inegalites_1684433_1473688.html)

← la moitié des 400 élèves entrés à l'École Polytechnique sur le concours principal en 2011 sont issus de deux CPGE parisiennes <http://www.letudiant.fr/etudes/classes-prepa/prepas-dexcellence-les-dessous-de-la-selection-11326.html>.

Cette synthèse des débats et du travail effectué en amont et en aval (en particulier avec le dossier de préparation) se veut d'abord et surtout une source de nouvelles réflexions et de propositions, en ouvrant notamment sur des groupes de travail. Elle possède certainement quelques biais mais vise avant tout à mettre en lumière des aspects qui nous semblent primordiaux, à discuter de solutions possibles, de leur pertinence ou de leur mise en place.

### La diversité sociale

La diversité sociale dans la formation apparaît essentielle comme vecteur de justice et d'équilibre social, tout comme source de richesse et de progrès. Elle pose en particulier la question de la formation des masses, de l'échec scolaire, et de la formation des élites. Ces trois aspects doivent être traités simultanément. Lutter contre l'un ne doit pas se faire au détriment de l'autre. Au contraire, les bons élèves doivent être moteurs et offrir de nouvelles ambitions aux élèves plus en difficulté. L'enquête PISA montre bien que les systèmes éducatifs les plus performants ont à la fois une élite performante et un échec scolaire bas. Si des actions associatives ou institutionnelles (stages, tutorat...) permettent actuellement un impact local ou à court terme, une politique de plus long terme, ambitieuse dans l'Éducation et à ses côtés apparaît nécessaire aux experts que nous avons pu rencontrer pour combattre vraiment les injustices et inégalités qui jalonnent le parcours des jeunes.

Les inégalités à l'École et le « tri social » décrit par C. Baudelot et G. Estabelet dans « l'Élitisme républicain » sont particulièrement d'actualité. Ils s'étalent sur toute la scolarité, comme l'ont souligné notamment O. Rollot (écrivain et spécialiste de l'Éducation), F. Dubet (sociologue), T. Huguet (Éducation Nationale) dans le dossier de préparation, ou C. Dardelet au cours des débats. Une part de mixité sociale et de mixité « des niveaux » à l'intérieur même de chaque établissement

semble primordiale. Les politiques qui visent à mettre à part quelques bons élèves dans des internats d'excellence ou des lycées prestigieux ne luttent pas contre le problème en profondeur ou sur le long terme, et risquent même d'accentuer la ghettoïsation de certaines zones, avec la course aux bons établissements. Si ces politiques peuvent bénéficier à certains jeunes issus des milieux défavorisés, elles ne sont pour autant pas toujours faciles à vivre. Elles risquent enfin de remplacer une injustice par une autre, notamment pour les places d'entrée dans les établissements supérieurs prestigieux.

Les débats du 28 mars ont tout de suite abordé la thèse des héritiers de Bourdieu et sa pertinence aujourd'hui. C'est « la théorie du capital humain » : l'Ecole, les études longues et les diplômes font prendre la place dans la hiérarchie sociale. Auparavant, il y avait une simple transmission de ce capital par les parents. Aujourd'hui avec la pression du chômage, elle s'est renforcée avec un contrôle, une surveillance, une inquiétude des parents...

Les établissements se valent de moins en moins. C'est un constat que personne ne conteste. Les chiffres, tant des échecs scolaires, que des résultats au BAC ou des concours prestigieux l'attestent. Un des éléments mis en cause est l'abolition de la carte scolaire: C. Dardelet cite un rapport de novembre 2011 du Conseil économique, social et environnementale affirmant que « son abolition fragilise les zones défavorisées». Le système APB, l'augmentation des classements des collèges lycées et leur autonomie croissante (plus d'heures ou un contenu différents à certains endroits) nourrissent aussi ces inégalités.

Nous notons enfin des déséquilibres de coûts importants dans l'accès aux études supérieures : les filières scientifiques sont peu chères, à part quelques unes moins prestigieuses vers lesquelles se tournent pourtant parfois les publics moins favorisés. Les filières commerciales sont beaucoup plus chères. Les classes préparatoires ont un coût faible pour les élèves et une importante présence territoriale. Elles proposent des internats bon marché et offrent un unique enseignant par matière qui assure un suivi important. Elles consacrent néanmoins (trop) les classes privilégiées, ce qui peut s'expliquer (en partie) par ce qui se passe en amont. Leur évolution propre et en lien avec le monde universitaire est nécessaire.

### **Le creusement des inégalités dans l'Education**

Un cercle vicieux d'accroissement des inégalités entre établissements est particulièrement préoccupant. Il se fait au détriment des couches populaires. Les parents soucieux de l'Ecole de leurs enfants doivent parfois déménager ou se priver pour payer un établissement privé à leurs enfants. Il participe ainsi à une ghettoïsation, une ségrégation spatiale (mis en évidence notamment dans les travaux de C. Baudelot ou E. Maurin), dont les conséquences dépassent largement le cadre de l'Ecole et menacent la cohésion sociale.

L'hétérogénéité dans une classe, si elle est mesurée, permet que les bons élèves tirent et motivent les autres. Les bons élèves ne progresseraient d'ailleurs pas vraiment plus dans une classe de niveau, qui laisserait par contre les moins bons entre eux. Mais les hétérogénéités semblent s'accroître et dans les collèges ou lycées abandonnés par les bons élèves qui le peuvent (en particulier financièrement), ceux qui restent risquent de se démotiver plus que de tirer leur classe vers le haut, comme le souligne notamment François Gaudel. Ce dernier ajoute « Des internats d'excellence, oui ... mais sur place ! ». Il souligne à quel point les stagiaires enseignants se concentrent dans les zones difficiles, malgré leur manque d'expérience. Abdellah Bechata (UPS) ajoute qu'ils partent souvent rapidement, ce qui peut gêner le suivi ou l'engagement dans leurs actions.

Le lycée de Corbeil Essonne, représenté pendant les débats par sa proviseur Geneviève Piniau semble bien s'en sortir et attire de bons enseignants. La proviseur insiste sur la culture du partenariat avec les parents, le besoin de respect et de considération des enseignants, d'horaires larges pour l'accueil des élèves. Ce lycée semble être du côté positif du cercle vicieux, il refuse beaucoup

d'élèves faute de places et affiche des ambitions au delà du BAC : la mention. Or on le sait, des lycées visent même déjà le supérieur. N. Jacquet, enseignant en CPGE scientifique, explique que là où les enseignants peuvent viser plus haut que le bac, ils préparent les exigences du supérieur (qualité et précision de la rédaction, technique de calculs, niveau théorique...). Ils donnent ainsi une chance discriminante au moment des concours des grandes écoles, dont le niveau d'exigences par rapport à celui du BAC ne cesse de croître.

Ces débats ont mis en évidence le besoin de loger les établissements « à la même enseigne », en essayant d'égaliser par le haut. Les inégalités peuvent exister à tout niveau, sur les horaires d'ouverture de ces établissements, le nombre d'heures de cours ou la surveillance des devoirs surveillés en classes prépa (que tout le monde ne peut pas organiser hors des heures de cours). Livio Riboli Sasco (Paris Montagne) demande que les sommes cumulées sur la scolarité d'un jeune soient connues, et ce en fonction de son origine sociale, de son lieu de résidence. On note enfin le besoin des élèves motivés de pouvoir se retrouver à l'intérieur d'une classe, d'un lycée ou d'un pôle ressource (l'association Science Ouverte cherche à en obtenir un dans le 93).

## Orientation et Formation

Chantal Dardelet insiste sur le besoin de s'attaquer très tôt à la question de l'inégalité scolaire (dès le primaire) et Sylvie Retailleau précise qu'il en est de même pour la question de l'orientation. Livio Riboli Sasco ajoute que l'on impose trop notre vision de réussite à ces jeunes, il serait préférable qu'ils soient force de proposition. Les conseillers d'orientation sont les personnes les plus haïes des établissements (Cf « quatre vingt treize » de Gilles Kepel). Il faut dire aussi que ce sont les élèves les moins bien à l'école ou ceux qui savent le moins ce qu'ils veulent qui vont les voir.

Sylvie Retailleau et Jacques Denantes (AX) insistent sur le rôle essentiel de l'Ecole Primaire et du collège, et du besoin de ne semer personne. Trop de moyens en France existent dans le but de classer/ éliminer pour les meilleurs filières. Les enseignants devraient pouvoir adapter leur cours aux élèves en face d'eux et ne pas suivre le programme à tout prix, surtout au début de la scolarité. Ainsi au Japon ou en Finlande, les enseignants ne doivent perdre personne, ce qui est peut être plus facile là bas vu le public, mais aussi reste plus ancré dans la culture.

Si l'évaluation ou la sélection peuvent avoir leurs vertus, leur présence dans les premières étapes de l'enseignement est contestée.

Par ailleurs, beaucoup soulignent l'effet négatif des secondes indifférenciées qui nuisent à l'orientation, aux ambitions des jeunes (notamment F. Gaudel ou J-C Nédélec), ou à la qualité des programmes (cf le témoignage de J-P Demailly).

On entend tout et son contraire à propos de l'évolution du niveau.

Le niveau semble bien augmenter si l'on regarde le nombre de personnes qui peuvent accéder à un savoir donné. Nous pouvons noter aussi une diversification des connaissances (informatique, biologie ...) mais très vraisemblablement une baisse du niveau en maths (au moins en ce qui concerne les compétences techniques, la maîtrise du vocabulaire, le raisonnement voire l'abstraction), en physique et en français. Ces baisses sont explicables aussi par la diminution du nombre d'heures et une « évolution culturelle » (utilisation des calculatrices, ordinateurs, correcteurs d'orthographe...). Malheureusement, la massification et diversification de l'enseignement se fait de plus en plus avec un creusement des inégalités.

Matin et après midi le 28 mars, beaucoup soulignent l'importance des activités périscolaires à la fois comme ouverture culturelle ou scientifique complémentaires à l'Ecole, et comme vecteur d'égalité des chances, pour ne pas laisser cette tâche au milieu d'origine.

Le nombre d'étudiant en sciences est particulièrement bas aujourd'hui. Il risque de provoquer un manque important dans la formation des ingénieurs ou des scientifiques, en nombre ou en

niveau. Beaucoup insistent sur le défaut de communication en sciences, et notamment le rôle des médias. Les salaires n'attirent pas les élèves, comparé à ce que propose le commerce ou la finance, alors que les études semblent particulièrement exigeantes (voir notamment les témoignages de T. Huguet, C. Demarche et N. Jacquet). Ajoutons à propos de la formation des enseignants que la masterisation et la baisse de considération du métier ont beaucoup nuit aux vocations. Enfin, plusieurs participants notent la difficulté réelle qu'ont nombre de profs des écoles à enseigner des sciences qui les ont eux-mêmes rebutés dans le secondaire.

## La question des mathématiques

En maths, si le niveau baisse et les enseignants s'inquiètent, les intervenants précisent que ce n'est pas grave, notamment E. Godlewki et C. Torossian. Cela se fait au profit d'une diversification des compétences et le nombre de thèses lui augmente (sans que leur qualité se déprécie). E. Barbazo précise le besoin en mathématique de grandes figures (avec aujourd'hui par exemple Cédric Villani). Beaucoup insistent sur le besoin de sens en mathématiques (comme F. Allouges) ou l'importance de voir ces études mener vers un métier (E. Godlewki ou J-C Nédélec).

Les maths sont très reliées aux concours, qui est une spécialité française considérée comme une évaluation objective et méritocratique dans la matière « reine ». Les maths ne sont pas assez vues comme un jeu, une recherche. Il faut agir pour que ce soit le cas et laisser le droit à l'erreur, favoriser les questions et questionnements.

D'après A. Bechata, les élèves déconnectent souvent en maths quand on passe de petits raisonnements concrets aux expressions abstraites (les lettres) à la fin du collège. Un peu plus tard, on peut noter des problèmes au moment d'appréhender des notions plus abstraites qui s'appuient sur de petits calculs et du vocabulaire (pas suffisamment acquis ou travaillé). Les carences dans les étapes élémentaires, souvent simplement techniques, empêchent d'avancer dans les étapes suivantes. Les intervenants déplorent le fait d'avoir supprimé les maths en filière L, force de raisonnement de rigueur, d'abstraction, qui forme des citoyens. V. Boulhol, Inspectrice d'académie en lettres et chargée de l'Egalité des chances au rectorat de Versailles souligne également leur nécessité en L.

D'après la PEC, les maths ont le taux de chômage le plus faible en sciences. Un paradoxe est relevé : les maths n'ont jamais été autant boudées dans les études supérieures, alors qu'elles n'ont jamais eu autant de débouchés.

Pour les inégalités sociales et surtout les inégalités garçons filles, M. Andler propose de prendre exemple sur de grands centres étrangers comme l'EPFL ou le MIT. Leurs chiffres semblent bien plus paritaires que ceux des Grandes Ecoles <http://orientation.blog.lemonde.fr/2012/03/26/les-maths-selectionnent-est-ce-juste/>. Mais une comparaison directe est difficile (il faudrait déjà se restreindre aux tranches d'âges communes) et certains chiffres (pour les M2, les thèses) sont proches.

Les matheux auraient besoin de dépasser le fait que « faire des maths c'est intéressant en soi », ou « les maths, c'est des problèmes vieux de 1000 ans presque tous résolus ». Ils devraient prendre en compte le fait que si les études de médecine sont ambitieuses, les élèves défavorisés ou les filles voient très bien le sens et l'intérêt des métiers médicaux. Mais moins le type de profession que permet la compétence mathématique. L'histoire et la philosophie des sciences dont on manque cruellement pourraient redonner du lustre aux études mathématiques.

Enfin, on notera l'intérêt pour le recrutement des filles de faire évoluer les concours en privilégiant l'expression ou la qualité de la rédaction. Et surtout le besoin de faire évoluer les stéréotypes. Le regard ou les réactions par rapport aux filles en mathématiques semblent la clef du problème. Plutôt que de véhiculer des clichés comme « elles ne sont pas faites pour cela », « elles n'y arriveront pas », le corps enseignant et le monde scientifique devrait essayer de leur donner confiance. Les témoignages de V. Chauveau ou de T. Ly dans le dossier de préparation l'expliquent bien.

# Propositions

Elles constituent des pistes de solutions, liées entre elles, et à discuter. Le danger serait de prendre les propositions partiellement, ou séparément.

## Prop 1 : L'Ecole primaire (voire le début du collège) :

Eviter aux élèves de décrocher, permettre aux enseignants de ne pas respecter le programme «à tout prix», mais mettre la priorité sur les fondamentaux «lire, écrire, compter».

Laisser la liberté aux enseignants sur la façon d'apprendre à lire ou compter ?

Pour cela, besoin de moyens humains, réflexion sur la formation des profs des écoles et l'évaluation.

Réfléchir à la formation scientifique des professeurs des écoles.

## Prop 2 : Le périscolaire.

Le périscolaire peut donner ce que les enseignants ou le milieu familial ne peuvent pas forcément apporter aux élèves, notamment à ceux qui n'ont pas les possibilités financières ou socio-culturelles d'un milieu privilégié.

*Développer le périscolaire, à l'échelle nationale.* Une activité en périscolaire devrait être considérée comme une contribution importante et socialement valorisée chez les étudiants en thèse et enseignants chercheurs à l'université (temps de service rémunération ...). Il faudrait éviter par la même occasion que ceux qui s'engagent doivent faire cela «en cachette». En suivant la proposition de la CGE de février 2012, on peut réfléchir aussi à un service citoyen pour chaque élève du supérieur (proportionnel au nombre d'années d'études supérieures ou aux moyens consacrés au parcours scolaire).

Trouver un cadre en lien avec l'Ecole, établir une présence physique dans les lycées, ou sur les territoires oubliés.

*Généraliser ces initiatives efficaces* que sont Mat en jean, la main à la pâte, science ouverte, Tremplin, Paris Montagne... Déployer des ressources et modèles pédagogiques (libres).

Revenir, repenser le remboursement de la moitié des sommes payées pour des cours particuliers, considéré par beaucoup comme inégalitaire. L'indexer sur les revenus ?

## Prop 3: lycées (et collèges), adaptation de l'école à la démocratisation de l'enseignement secondaire.

Lutter contre les inégalités croissantes entre les établissements. Gérer la compétition entre établissements pour attirer les meilleurs élèves.

### \*Revenir ou repenser

-le système APB et la carte scolaire (avec une limitation géographique de plus en plus large au cours de la scolarité ? Sauf dérogation ? Comment les contrôler?)

-l'autonomie des établissements (course à l'attraction d'élèves, on se spécialise dans les bons ou mauvais élèves).

### \*Réfléchir à

- donner les moyens aux lycées moins cotés d'attirer les proviseurs ou profs reconnus (au sens expérimentés, les mieux formés) grâce à l'hébergement, une valorisation sur le salaire...

-créer les «internats d'excellence» à l'intérieur même des lycées.

La course aux meilleures classes pénalise les élèves les moins favorisés. Les classes regroupant des élèves motivés ou de bon niveau scolaire existent déjà dans les bons (ou très bons lycées), elles bénéficient de bien meilleures conditions pour préparer des exigences supérieures au BAC. Une hétérogénéité trop forte risque de décourager les élèves en difficulté qui sont dans des classes très

fortes, et démobiliser les élèves à haut potentiel dans les classes très faibles.

-Créer des classes d'exigences dans chaque lycée, qui regroupent des élèves assidus et motivés (plus que des bons élèves). Elles pourraient avoir une heure supplémentaire de perfectionnement ? Elles viseraient des exigences supérieures au BAC (ou la mention), avec une quantité de travail soutenu (DMs, exos à rendre...)

-Les autres classes doivent bénéficier d'effectifs moins chargés pour permettre un meilleur accompagnement des élèves. Elles pourraient avoir deux heures de soutien/tutorat en plus (par des enseignants, des étudiants préparant le capes ou l'agrégation, des élèves des classes d'exigences supérieures...). Des classes spéciales d'élèves en difficulté à 20 ou moins?

-Favoriser les passerelles entre ces différentes classes. Envisager des classes intermédiaires.

#### Prop 4 : Valoriser l' Université.

Augmenter les moyens (encadrements, soutien ...), tendre vers les moyens de la prépa ?

Valoriser l'enseignement chez les enseignants chercheurs.

Reposer simultanément la question de la sélection (pour éviter que son image continue à se détériorer, dès le L2?) et des droits d'inscriptions (en fonction des revenus + bourses au mérite)

Améliorer l'accès au logement, forte source d'inégalités.

#### Prop 5: Équilibrer les publics de classes préparatoires, les mener à une licence.

Nombre (taux) minimal de places en prépa garanties pour chaque lycée (qui n'est pas encore atteint).

Plus polémique: nombre (taux) maximal de places par lycée dans l'entrée en prépa, pour répartir un peu les bons élèves et éviter que les lycées prestigieux ne soient trop les antichambres des prépas et des concours sélectifs.

Faire évoluer le couperet du concours bac +2 et mener les élèves à une licence (qui permettrait aux jeunes d'origine modeste d'avoir un diplôme plus tôt et de gommer partiellement les inégalités en amont).

\*Une prépa de 3 ans qui reculerait l'année des concours d'un an?

\*Remplacer la 5/2 par une troisième année à l'université qui donne une licence. Une voie d'accès sur concours en deuxième année (comme actuellement) et une en troisième année (en fonction de leur niveau, les élèves seraient pris en première ou deuxième année d'école d'ingénieurs). La 5/2 serait une exception (pour maladie? Motivée aussi sur critères sociaux pour l'internat?...).

#### Prop 6: Revaloriser les parcours technologiques ou techniques.

Comment? Via les salaires, une sensibilisation, des passerelles?

Revenir sur le discours «Plus c'est général, mieux c'est!» qui est valable pour les cadres, moins pour les techniciens, artisans...et donc sur l'orientation.

Réserver (plus qu'actuellement) les IUT et BTS aux bacheliers techno et pro (auxquels ils sont destinés, plutôt que les bacheliers généraux leur prennent la place)?

Valoriser la licence Pro.

Favoriser l'alternance.

Valoriser une filière technique (en fin de) collège?

#### Prop 7: Orientation.

Augmenter et diversifier les moyens.

L'orientation prend du temps, et renvoie aussi au périscolaire et à la formation des enseignants.

Répandre, faciliter les stages avec ou en dehors de l'Ecole.

Informé et sensibiliser tôt.

Faire en sorte que chaque lycéen vienne au moins une fois dans un établissement du supérieur et une entreprise publique ou privée.

Proposer plus tôt des choix / parcours à la carte, en revenant par exemple sur la seconde indifférenciée.

Poser la question de l'orientation en ces termes « que voulez vous faire, qui vous êtes », plutôt que « voilà ce que tu peux faire ».

### Prop 8 Enseignants/pédagogie :

Les élèves doivent être plus acteurs, l'enseignement les rend trop souvent muets (notamment au collège): ils ont le droit à l'erreur.

Restaurer l'autorité des enseignants (vis-à-vis des élèves, des parents...).

Les enseignants doivent aussi (pouvoir) rester dans l'établissement plus longtemps.

Les politiques de chiffre poussent (notamment les responsables) à cacher et donc nier les incidents/problèmes. Comment faire évoluer cela et le plus généralement le ressenti, le lien des enseignants avec leur administration ?

#### *Comment améliorer la formation des enseignants ?*

Au cours de leur formation, les enseignants devraient aller dans différentes classes pour observer et enseigner.

Intégrer une formation continue avec

- une composante orientation, en liant au monde du travail et de l'enseignement supérieur.
- une composante sur l'évaluation et le classement des élèves, souvent trop lourdement utilisés dans les petites classes.
- une composante sur les problèmes ouverts, de la recherche ou de l'industrie, les applications récentes.

Le temps de travail des enseignants doit comporter des heures pour le travail en équipe en nombre suffisant, qui participent à la formation. Les élèves d'une même classe et d'une même discipline ne devraient plus être les prisonniers d'un seul enseignant mais pris en main collectivement (avec bien sûr des responsabilités particulières), seule façon d'utiliser réellement les capacités, compétences et motivations des différents membres de l'équipe éducative.

Revenir sur la maîtrise.

Prérecruter et former des enseignants à bac +2/+3 : quelle formation pertinente (sur deux ans)?

Quelle deuxième voie d'accès?

### Prop 9 :Grandes Ecoles.

*Le concours.* Lutter contre la transmission des exercices de concours « entre initiés » :

-mettre toutes les épreuves orales en ligne en accès libre.

-pour les écoles d'ingénieurs notamment, mettre les exercices d'oraux en usage unique en parallèle (ou bien en ligne chaque semaine).

Placer les épreuves écrites un peu plus tard pour la maturité des élèves.

Diversifier les filières d'entrées et les connaissances évaluées, quitter à développer les cycles préparatoires ou le soutien au sein des Grandes Ecoles ?

*La formation.* Le modèle actuel des grandes écoles ne permet a priori de former qu'un type d'élèves : ceux qui correspondent au type d'exigence de la prépa et savent s'y adapter. Mais ce qui compte, plus que le niveau atteint à bac +2 ou 3, c'est celui atteint à bac + 5 et plus ; ce qui impliquerait d'accepter des voies d'accès à l'excellence plus lentes, ou moins directes, avec des formes d'apprentissage peut être moins techniques mais plus ouvertes, et qui produisent le même niveau de capacités et de connaissances à l'arrivée. L'appauvrissement de la source de reproduction sociale a forcément des conséquences culturelles sclérosantes.

#### Prop 10: Besoin de lien entre le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et l' Education Nationale.

\*Travailler à une politique globale qui lie le secondaire, le périscolaire et le supérieur (université...). C. Dardelet propose par exemple d'étendre et faire évoluer les cordées de la réussite.  
\*Lisser (par le bas) les fortes différences de coût entre les filières (commerciales ou BTS beaucoup plus chères). Réfléchir à une politique de droits d'inscriptions homogène, liée au milieu social.

#### Prop 11 : Mathématiques

Assurer de bonnes techniques et l'assimilation des raisonnements fondamentaux aux élèves. Elles sont les bases pour le reste.

Donner et jouer sur le sens des maths, besoin pour que des étudiants s'intéressent, s'identifient, s'impliquent.

Ouvrir encore l'enseignement sur les problèmes réels, la recherche ... à la fois pour des publics moins favorisés et les filles.

Cf le périscolaire, et le consortium CapMaths créé en 2012.